



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 22/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AMCOR Speciality Cartons France SAS**

2 rue des Violettes  
ZI  
68190 Ungersheim

Références : 0006700446\_2025\_04\_23\_AMCOR\_VIIC-Suivi-Ech.-Mes.-Cont.-AIR  
Code AIOT : 0006700446

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement AMCOR Speciality Cartons France SAS implanté 2 rue des Violettes ZI 68190 Ungersheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contexte de la visite d'inspection est un contrôle de Suivi des Échéances concernant l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 07/03/2024 qui faisait suite à la visite d'inspection du 26/10/2023 qui s'inscrivait dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées pour l'année 2023 "vérifier la conformité des équipements de mesure en continu des rejets dans l'air mis en place par les exploitants".

La société AMCOR à Ungersheim a une installation de mesure en continu des COV (Composés Organiques Volatils) au niveau de leur oxydateur.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR Speciality Cartons France SAS
- 2 rue des Violettes ZI 68190 Ungersheim
- Code AIOT : 0006700446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMCOR SPECIALTY CARTONS FRANCE SAS assure l'impression par le procédé d'héliogravure d'emballage. Les matières premières de l'usine sont le carton, les encres, les solvants, les vernis et les laques. Le processus de fabrication permet d'obtenir comme produits finis, des emballages cartonnés à destination de l'industrie du Tabac.

L'installation est une imprimerie industrielle soumise à autorisation et soumise à la directive IED (3670).

Le contrôle effectué a eu lieu principalement au niveau de l'oxydateur et des installations de mesures en continu des COV (et du poste d'enregistrement).

Le référentiel retenu pour cette inspection est l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 27/12/2023.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Valeur limite d'émissions COV	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 2 + 3	Levée de mise en demeure
2	Enregistrement des mesures en continu COV	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 4	Levée de mise en demeure
3	Certificat QAL 1 à 3 + AST	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 5	Levée de mise en demeure
4	Surveillance des émissions	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 6	Levée de mise en demeure
5	Dépassements autorisés	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 7	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vue des éléments présentés par l'exploitant, l'Inspection a constaté :

- le respect de la valeur limite d'émissions de concentration pour le paramètre COV (Composés Organiques Volatils) en sortie de l'oxydateur
- la réalisation d'un enregistrement des mesures de COV en sortie de l'oxydateur et consultable ainsi que la mise en place d'une mesure du débit en sortie de l'oxydateur
- la réalisation des procédures QAL (1, 2 et 3) permettant d'assurer des mesures fiables, répétables et reproductibles
- la réalisation d'un rapport de mesures des émissions en COV en sortie de l'oxydateur pour

l'année 2024 par un laboratoire agréé permettant de constater l'absence d'écart entre la mesure de l'exploitant et celle du laboratoire

- la réalisation d'une mesure de flux en amont de l'oxydateur dans le cadre d'un fonctionnement "normal" du site afin de garantir le respect de la limite de flux de l'ensemble des rejets de COV non méthaniques de l'établissement lors de l'indisponibilité ou du dysfonctionnement de l'oxydateur thermique

Compte-tenu des constats effectués par l'Inspection, il est proposé au Préfet de lever la mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeur limite d'émissions COV

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 2 + 3				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect VLE				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
<ul style="list-style-type: none"><li><u>Article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 27 décembre 2023:</u></li></ul> <b>Dans les 4 mois suivant la notification de l'acte</b> , l'exploitant respecte les dispositions suivantes (concernant le paramètre COV) de l'article 32.2 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 2012 susvisé :				
	Concentrations instantanées en mg/Nm3	Flux (kg/h)	Dépassement horaire cumulé annuel	Contrôles
[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
COV (exprimés en C total)	20 mg/Nm3 ou 50 mg/Nm3 si rendement épuratoire > 98%	1,2 kg/h	100 h avec un flux maxi de 100 kg/h de COV	mesures en continu + contrôle annuel
<ul style="list-style-type: none"><li><u>Article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 27 décembre 2023:</u></li></ul> <b>Dans les 4 mois suivant la notification de l'acte</b> , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 21 alinéa III de l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 susvisé :  « [...] III- [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...] Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 (voir AM 02/02/98) 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour),				

aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;  
[...] »

#### **Constats :**

Les constats concernant le respect des VLE (Valeurs Limites d'Émissions) ont porté uniquement sur la concentration pour le paramètre COV (Composés Organiques Volatils).

Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 26/02/2025 un document formalisant les éléments de réponse à l'arrêté de mise en demeure du 27/12/2023.

Dans la partie 3.1 du document cité, l'exploitant a indiqué avoir mené des recherches pour déterminer la raison de ces dépassements constatés lors de la visite d'inspection du 26 octobre 2023, notamment avec la réalisation d'une maintenance préventive sur l'oxydateur thermique, une recherche d'optimisation du fonctionnement de l'oxydateur en fonctionnement normal et une vérification plus poussée de l'oxydateur en fonctionnement afin de relever le moindre écart (et agir au plus vite sur la cause).

Concernant le respect des VLE sur le paramètre COV, l'exploitant dans son document a transmis l'extraction des mesures relevées en sortie de l'oxydateur pour la période allant du 27 octobre 2023 au 31 décembre 2024.

Cette extraction présente uniquement les valeurs moyennes journalières.

Pour l'analyse du document, l'Inspection a pris en compte les valeurs à partir de la date de l'arrêté de mise en demeure soit du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Après analyse du document, l'Inspection a constaté 1 journée avec un dépassement de la valeur de 20 mg/Nm<sup>3</sup> : le 22/01/2024.

Selon l'indication de l'exploitant transmise par courriel durant la rédaction du rapport le 13/05/2025, le rendement à cette date était de 98.3 %.

A cette date, aucun dépassement de VLE n'est constaté car la valeur limite à cette date est de 50 mg/Nm<sup>3</sup> (selon la prescription, VLE à 50 mg/Nm<sup>3</sup> lorsque que le rendement est supérieure à 98%).

Par conséquent, les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

Concernant le contrôle annuel comptant pour l'année 2024, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 26/02/2025 le rapport de mesures et d'analyses des émissions sur l'incinérateur (réf: 102187672401R001 du 25/01/2024).

Comme inscrit dans la prescription contrôlée, les mesures ont été réalisées selon la méthodologie suivante: 3 essais de 30 minutes.

Par conséquent, les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

L'Inspection propose au Préfet de lever la mise en demeure sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Enregistrement des mesures en continu COV

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Enregistrement données
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans les 6 mois suivant la notification de l'acte</b> , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 32.2 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 2012 susvisé :  « Un dispositif de mesures en continu permet de contrôler en permanence la concentration en COV non méthaniques et le débit en sortie de l'oxydeur thermique, les résultats des mesures sont enregistrés et consultables [...] »
<b>Constats :</b>  Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 26/02/2025 un document formalisant les éléments de réponse à l'arrêté de mise en demeure du 27/12/2023 (réf : n° T240027417 du 25/02/2025).  Dans la partie 3.2 du document cité, l'exploitant a indiqué avoir installé un débitmètre afin de pouvoir réaliser la mesure du débit en sortie de l'oxydateur. A partir d'une sonde de température et d'un capteur de pression dynamique installé sur la gaine de sortie de l'oxydateur thermique, le débitmètre calcule le débit en sortie de l'oxydateur (en m <sup>3</sup> /h). Le reste de l'installation constaté lors de la visite du 26 octobre 2023 est toujours en présence : un détecteur à ionisation de flamme (FID) qui mesure la concentration en COV en amont et en aval de l'oxydateur. Lors du contrôle sur le terrain, l'Inspection a constaté la présence des équipements cités ainsi que le report de la mesure du débit en sortie de l'oxydateur sur l'écran en présence dans l'atelier de production.  Concernant la partie enregistrement des mesures, l'Inspection a constaté la même installation que lors de la visite d'inspection du 26 octobre 2023: l'enregistrement se fait de manière mensuelle à partir d'une extraction manuelle (non automatique). Cependant, l'exploitant a résolu l'absence d'enregistrement de mesures en cas d'absence de courant (constaté lors de la visite du 26 octobre 2023) par l'installation d'un onduleur sur le poste informatique afin de permettre son alimentation en électricité en cas de coupure de courant. L'Inspection a pu vérifier sur site l'enregistrement des données sur l'année 2024 des mesures.  Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection. L'Inspection propose au Préfet de lever la mise en demeure pour ce point de contrôle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est conseillé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• D'installer un système d'enregistrement permettant d'enregistrer automatiquement l'ensemble des données inscrites dans la prescription ce qui permet d'assurer l'enregistrement en cas d'absence de la personne référente</li><li>• D'enregistrer la valeur de débit au même endroit que les autres données (actuellement</li></ul>

accessible sur un autre écran de donnée de par la nouvelle installation du débitmètre)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 3 :** Certificat QAL 1 à 3 + AST

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etalonnage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans les 4 mois suivant la notification de l'acte,</b> l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58 alinéa II de l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 susvisé :</p> <p>« Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Avant le contrôle, l'exploitant a transmis les documents nécessaires au contrôle de la prescription:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure QAL 1 : réf: Sira MC050062/05 du 02 octobre 2020 ; transmis à l'Inspection par courriel en date du 13/11/2023</li> </ul> <p>Après analyse du document, l'Inspection a constaté que le document est toujours valable (jusqu'au 02 octobre 2025) et que la procédure fait bien référence à l'appareil installé (Thermo-FID).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure QAL 2 : réf: Rapport_QAL2_2023-04 du 18 septembre 2024 ; transmis à l'Inspection par courriel en date du 26/02/2025</li> </ul> <p>Après analyse du document, l'Inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ la procédure est réalisée selon la norme NF EN 14181</li> <li>◦ la procédure est toujours valable (jusqu'au 06/05/2027)</li> <li>◦ le test opérationnel a été réalisé</li> <li>◦ la procédure se base sur 18 essais</li> <li>◦ le <math>R^2</math> est égal à 1 et la formule se base sur <math>y = bx + a</math> (<math>0.97x + 1.97</math>)</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure QAL 3 : réf: 2025-03-UNGE rév.0 du 20 mars 2025 ; transmis à l'Inspection par courriel en date du 25/03/2025</li> </ul> <p>Après analyse du document, l'Inspection a constaté que la procédure fait référence au gaz étalon utilisé (C3H8) et la carte de contrôle a été vérifiée.</p> <p>Les constats réalisés ci-dessus n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection. L'Inspection propose au Préfet de lever la mise en demeure pour ce point de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 4 :** Surveillance des émissions

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Comparaison mesures continues et ponctuelles

**Prescription contrôlée :**

**Dans les 30 jours suivants la notification de l'acte**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58 alinéa III de l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 susvisé :

« [...]

III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

[...]

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]. »

**Constats :**

En date du 26 février 2025, l'exploitant a transmis par courriel le rapport d'analyses et de mesures annuelle sur l'oxydateur pour l'année 2024 (réf: 102187672401R001 daté du 25/01/2024).

Après analyse du document, il est inscrit que le laboratoire est accrédité COFRAC par le numéro d'accréditation 1-1639 qui est valable pour le prélèvement et la mesure des COV selon la norme NF EN 12619.

De plus, selon l'Arrêté du 07 décembre 2023 "*portant modalités d'accréditation des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement*", le laboratoire est accrédité pour l'accréditation n°2 "prélèvement et analyse des composés organiques volatils totaux".

Concernant les valeurs relevées concernant le paramètre COVNM (Composés Organiques Volatils Non Méthaniques), voici les valeurs relevées sur le rapport et les valeurs relevées sur le FID en date du 25 janvier 2024 (réalisation des mesures entre 11h et 12h):

- FID : à 11h : 8.65 mg/Nm<sup>3</sup> et à 12h : 8.71 mg/Nm<sup>3</sup>
- Rapport annuelle: moyenne sur les 3 essais: 8.4 mg/Nm<sup>3</sup>

L'écart entre les deux mesures représente environ 3% ce qui est négligeable.

Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

L'Inspection propose de lever la mise en demeure sur ce point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure



**N° 5 : Dépassements autorisés**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements autorisés émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans les 4 mois suivant la notification de l'acte</b> , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 32.2 alinéa 6 de l'arrêté préfectoral du 10 Mai 2012 susvisé :  « L'établissement est autorisé à fonctionner en cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement de l'oxydeur thermique, cependant le flux de l'ensemble des rejets de COV non méthaniques de l'établissement ne doit pas excéder 100 kg/h et la durée d'émission sans traitement ne doit pas excéder 100 heures par an, cumulées sur une année civile et sur 30 jours glissants. »
<b>Constats :</b>  Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 26/02/2025 un document formalisant les éléments de réponse à l'arrêté de mise en demeure du 27/12/2023 et réalisé avec l'appui d'un bureau d'études.  Dans la partie 3.5 du document cité, l'exploitant a indiqué que lors du contrôle annuel du 25 janvier 2024, une mesure du flux horaire a été réalisée en amont de l'oxydateur : 29 kg/h pour un débit de 30 300 Nm <sup>3</sup> /h. Selon le contenu du rapport, le fonctionnement de l'installation le jour du contrôle peut être assimilé à un fonctionnement "normal" de l'installation et correspondre à une production usuelle du site. Après analyse du rapport de mesures du 25 janvier 2024, l'Inspection a constaté que le flux est bien de 29 kg/h et que lors d'un fonctionnement "normal" du site, le flux émis ne peut dépassé les 100 kg/h.  L'Inspection a également constaté dans le document cité que le nombre d'heures d'indisponibilité de l'oxydateur pour l'année 2024 est inférieur à 100h (l'exploitant a comptabilisé 76 heures).  Les constats réalisés ci-dessus n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection. L'Inspection propose au Préfet de lever la mise en demeure pour ce point de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure